

M. Rose: Je suis heureux que le ministre ait dit cela, parce que cela montre son niveau de compréhension lorsqu'un quelqu'un parle. Je sais que les rôtisseurs qui représentent toutes les personnes du pays travaillant dans ce secteur d'activités désirent qu'on leur garantisse les pâtées pour leur industrie à des prix raisonnables. Ils n'ont pas demandé un bas prix.

M. Lang: Qu'est-ce qu'un prix raisonnable?

M. Rose: Le ministre demande ce qu'est un prix raisonnable. Un groupe d'industriels a posé une question analogue à Walter Reuther. On lui a demandé ce qu'était un salaire raisonnable. Il a réfléchi longtemps et il a dit que cela dépendait si on le recevait ou si on le versait. C'est apparemment un des problèmes. Le problème est qu'un cultivateur ne le reçoit pas et que l'autre le paye. Si l'on peut démêler ce problème, je pense que l'on sera sur la bonne voie pour mettre fin à cette crise. Ce ne sont pas les paroles doucereuses et rassurantes du ministre qui le feront. Il a tout juste réussi à effrayer tout le monde.

Les libéraux ne doivent pas penser qu'ils peuvent résoudre ce problème en tenant une conférence de ce genre sur la sécurité nationale à l'Hôtel Vancouver. A mon avis, leur ordre de priorité ne convient pas. Je m'inquiète pour tous les éleveurs y compris ceux de ma province. Ceux-ci se demandent s'ils seront suffisamment approvisionnés. Je ne sais pas si le ministre est au courant. Je ne suis pas certain que le ministre de l'Agriculture ait la moindre idée du problème.

● (2340)

Les producteurs de viande rouge de Colombie-Britannique ont perdu leur industrie. Dans ma province, il n'y a plus de salaison de taille importante. Les éleveurs de l'intérieur de ma province veulent être sûrs d'avoir des approvisionnements suffisants d'aliments du bétail parce qu'ils n'ont pas d'aide pour le transport de la provende, bien qu'ils doivent, à moins de 200 milles, concurrencer le grain non vendu par la Commission au cours des années de surproduction, grain qui est vendu à un prix raisonnable. Ils sont, par conséquent, sérieusement désavantagés du point de vue de la mise en marché de leur propre bétail. Ils doivent l'expédier à Edmonton et à Calgary. Cependant, cela ne me préoccupe pas trop. Je pense que la Colombie-Britannique est assez bien partagée. L'Alberta, d'un autre côté, envoie énormément de conservateurs à Ottawa et une province comme celle-là a, évidemment, besoin d'aide. Nous avons perdu notre industrie de la viande rouge dans la vallée inférieure du Fraser. Si nous ne trouvons pas de solution au problème des grains fourragers, nous perdrons également nos industries du poulet de grillé et du porc.

Lorsque les libéraux sont venus à Vancouver dernièrement, ils ont dit que l'Ouest les préoccupait. Pourquoi êtes-vous préoccupés? Est-ce parce que vous n'avez pas de députés et que vous n'en aurez pas si vous continuez ainsi?

M. l'Orateur: A l'ordre. Même s'il est tard, le député doit respecter certaines des exigences fondamentales des débats à la Chambre des communes et l'une d'elles est qu'on doit s'adresser à la présidence.

Grains fourragers

M. Rose: Monsieur l'Orateur, je me suis laissé emporter. En fait, certains insistent pour que je sois emporté. Je vous signale respectueusement que je me conforme bien à certaines des exigences des débats à la Chambre des communes et je déplore que vous ayez dû me rappeler à l'ordre pour m'être adressé directement au ministre plutôt que par l'intermédiaire de la présidence. J'accepte votre mise au point et vous en remercie.

Je ne sais si cela intéresse le ministre mais cet après-midi j'ai pris la peine de téléphoner à certaines coopératives de ma circonscription. La vallée inférieure du Fraser, une région agricole qui périclité. Je voudrais pouvoir en faire le reproche au ministre mais je ne le puis. Cette région périclité pour un certain nombre de raisons, la principale étant qu'elle est périphérique à une grande zone urbaine et souffre de ce fait de l'empiétement de la ville. De toutes façons, on y trouve de grandes coopératives, notamment la Surrey Co-op. Elle compte 6,000 ou 8,000 membres. Je fais partie d'une autre, la Otter Co-op, et mon numéro de membre est 5955. J'ai interrogé les administrateurs à propos de cette politique. Ils m'ont répondu: quelle politique? A quoi j'ai répondu: la politique que je pense que nous allons avoir. Je leur ai demandé: quel genre de politique désirez-vous?

Les gens à qui j'ai parlé se sont dit inquiets que les céréales fourragères puissent être soustraites au contrôle de la Commission du blé, et sont par conséquent inquiets des répercussions sur la loi sur l'aide au transport des céréales fourragères dont les dispositions n'ont cessé d'être atténuées depuis le jour où j'ai été élu à la Chambre des communes. Voilà qui ne rassure personne.

Ces gens attendent l'instauration d'une politique. En Colombie-Britannique, nous devrions avoir la possibilité d'obtenir des céréales non soumises au contrôle de la Commission. Nous en avons un peu, mais nous subissons la concurrence des éleveurs de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba. Ces gens aimeraient que le tarif à l'exportation, qui s'applique aux céréales fourragères, s'applique également aux céréales de consommation nationale. Ils estiment que si nous pouvons les expédier dans l'Ouest en vertu du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau et en faire l'exportation, les éleveurs de ma circonscription devraient bénéficier de possibilités égales. Ils pensent que la situation actuelle est injuste. Ils désirent que le prix soit le même partout au Canada de manière à ce que tous les éleveurs et les céréaliculteurs bénéficient de possibilités égales de produire à un niveau efficace de productivité.

M. Bert Hargrave (Medicine Hat): Monsieur l'Orateur, c'est avec plaisir que je prends part au débat de ce soir sur la question des céréales de provende car il s'agit là certainement de la question agricole la plus importante qui se pose au Canada aujourd'hui. Je désire limiter mes remarques au rapport qui existe entre l'industrie de l'élevage et notamment de l'élevage des bovins et l'industrie des céréales fourragères. Le bœuf constitue certainement la denrée la plus importante que produit l'agriculture canadienne aujourd'hui.

Au cours de ces trois dernières années, la question des céréales fourragères est revenue à plusieurs reprises. On est passé d'un surplus de blé et de provendes à des stocks limités de ces mêmes denrées comme c'est le cas aujourd'hui.